

20231220 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/54020/indigne-xenophobe-dangereux--pluie-de-critiques-contre-la-loi-immigration-adoptee-a-lassemblee>

Actualités



Des députés de la gauche ont brandi des pancartes "Liberté, égalité, fraternité" à l'Assemblée nationale, le 19 décembre 2023. Crédit : Reuters

"Indigne", "xénophobe", "dangereux"... : pluie de critiques contre la loi Immigration adoptée à l'Assemblée

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 20/12/2023

Des partis de gauche aux associations, en passant par les présidents de grandes écoles privées et d'universités... Les opposants à la loi Immigration votée mardi à l'Assemblée sont nombreux. Ils dénoncent le texte "le plus xénophobe" et le plus "régressif" de ces 40 dernières années, et s'inquiètent des conséquences sur les étrangers vivant en France.

Le texte de loi sur l'Immigration a finalement été adopté mardi 19 décembre par l'Assemblée nationale après plusieurs jours de tractations entre le parti de droite Les Républicains et celui de la majorité, Renaissance.

La loi, qui prévoit notamment des quotas migratoires, la préférence nationale pour les aides sociales ou encore le rétablissement de séjour irrégulier, est la plus restrictive jamais votée en France depuis des décennies.

>> [À \(re\)lire : Quotas migratoires, préférence nationale, déchéance de nationalité... la loi Immigration adoptée par l'Assemblée nationale](#)

Elle a d'ailleurs été saluée par le Rassemblement national, qui s'est félicité d'une "victoire idéologique" de ses idées. Mais cette loi pourrait bien fracturer le camp présidentiel. Au sein même du parti Renaissance et du gouvernement, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer le texte. À l'instar de plusieurs députés qui ont voté contre, ou de certains ministres qui ont mis leur démission en jeu quelques heures avant le vote. Mercredi matin, seul celui de la Santé, Aurélien Rousseau, avait démissionné du gouvernement.

Sacha Houlié, le président de la commission des lois à l'Assemblée et figure de l'aile gauche de la Macronie, a jugé mercredi matin sur RTL que ce projet était trop dur. "Je ne suis pas d'accord avec les mesures Pasqua ou Sarkozy que j'ai combattues toute ma vie politique (...)

Je pense qu'il y a parfois un caractère excessif sur ses mesures (...) Pour toutes ces raisons, je n'ai pas souhaité voter ce texte".

Un "vote de la honte"

Les partis de gauche ont tous fait part mardi soir de leur consternation, voire de leur colère, après le vote à l'Assemblée nationale. À l'instar du groupe Les Écologistes qui déplorent un "vote de la honte".

L'eurodéputé de la France insoumise, Manon Aubry, évoque quant à elle "la loi la plus xénophobe de notre histoire", quand sa collègue Mathilde Panot, cheffe de file des députés LFI au Parlement parle sur France Info d'une "attaque en règle aux droits fondamentaux jamais vue dans ce pays depuis au moins 50 ans".

Olivier Faure, patron du Parti socialiste (PS), interviewé par Public Sénat mercredi matin, estime que "nous avons assisté à un basculement historique : le renoncement par le chef de l'État à tous nos principes fondateurs et la fin du barrage républicain qui lui a permis d'accéder au pouvoir". Il demande solennellement, comme beaucoup d'autres, à Emmanuel Macron de ne pas promulguer le texte.

"Xénophobie complètement décomplexée"

Les associations sont, elles aussi, unanimement vent debout contre la loi sur l'immigration. Une cinquantaine d'organisations, dont la Ligue des droits de l'Homme et Utopia 56, ont signé un communiqué dans lequel elles fustigent un texte "laissant le champ libre à une xénophobie complètement décomplexée". Les ONG estiment que ce projet de loi est "le plus régressif depuis au moins 40 ans".

Elles craignent que "faute de titre de séjour, la vie d'un nombre croissant de personnes étrangères en France, extrêmement précarisée, sera rendue infernale". "Les principes d'égalité, de solidarité, d'humanité, qui fondent notre République, semblent ne plus être aujourd'hui une boussole légitime de l'action gouvernemental".

Sur le réseau social X (ex-Twitter), la Cimade, également signataire du communiqué inter-associatif, affirme que "face à cette victoire idéologique pleinement revendiquée par l'extrême droite, domine le sentiment d'une terrible lucidité quant à la gravité de l'instant, quant aux craintes pour l'avenir de centaines de milliers de personnes étrangères, pour notre pays tout entier".

>> À *(re)lire* : [France : quelles sont les prestations sociales auxquelles ont droit les étrangers ?](#)

Amnesty international dénonce, de son côté, "un texte dangereux, irrespectueux des droits les plus fondamentaux des personnes exilées".

Certaines associations, comme Utopia 56, disent entrer en résistance contre le texte. "Nous ne laisserons pas faire, nous nous soulèverons et nous vaincrons. Leur haine et leurs lois ne détruiront jamais notre solidarité", peut-on lire sur la page X d'Utopia 56.

La Fédération des acteurs de la solidarité, qui regroupe 900 associations, a quant à elle annoncé mercredi qu'elle engageait "dès maintenant les démarches nécessaires à l'examen par

le Conseil constitutionnel des mesures contraires aux principes fondamentaux de solidarité et de fraternité indissociables de notre République". Les associations se disent ainsi "gravement préoccupées" pour "le respect des principes de solidarité et notamment d'inconditionnalité, la situation des personnes et les conditions de la lutte contre la pauvreté" par des intervenants "déjà fragilisés".

Une loi "contraire à l'esprit des Lumières"

La loi indigne aussi dans le milieu universitaire. Le texte prévoit notamment des quotas pour les étudiants étrangers, et une caution à déposer par les étrangers demandant un titre de séjour "étudiant", visant à couvrir le coût d'éventuels "frais d'éloignement".

Les présidents d'une vingtaine de grandes universités publiques se sont élevés contre des mesures "contraires à l'esprit des Lumières". "Ces mesures indignes de notre pays mettent (...) gravement en danger la stratégie d'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche française, et nuisent à l'ambition de faire de notre pays un acteur majeur de la diplomatie scientifique et culturelle internationales", écrivent les présidents dans un communiqué.

Les grandes écoles privées se sont également insurgées. Dans une [tribune publiée par Le Parisien](#), les dirigeants de trois grandes écoles de commerce dénoncent aussi des mesures "qui menacent gravement notre compétitivité internationale".

"Loin d'être des solutions", ces mesures sont "des entraves disproportionnées qui risquent de compromettre durablement l'avenir de l'enseignement supérieur français", jugent-ils.